

**M. McIntosh:** Monsieur l'Orateur permettez-moi de poser une question supplémentaire. Puis-je signaler au ministre que la loi sur les allocations aux anciens combattants n'est pas sous...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député ne peut rien signaler au ministre.

### LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

#### LE PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LE YUKON—L'ÉTUDE PAR UN COMITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Erik Nielsen (Yukon):** J'aimerais savoir du leader du gouvernement à la Chambre si, depuis vendredi dernier, il a eu l'occasion de s'entretenir avec ses collègues sur la question du renvoi du bill n° C-147 tendant à modifier la loi sur le Yukon, au comité permanent des affaires du Nord canadien et des Ressources nationales.

**L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics):** Non, pas encore monsieur l'Orateur.

#### LES MESURES À VENIR

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre s'il est en mesure de donner à la Chambre la liste des mesures législatives qu'il a promis jeudi dernier de nous communiquer prochainement? Je veux parler de la liste de mesures ministérielles importantes que le gouvernement compte présenter à la Chambre au cours de la présente session.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je ne puis le faire aujourd'hui. J'ai discuté de la question avec certains de mes collègues ce matin, et grâce à notre entretien il sera possible, d'ici une couple de jours, de projeter avec les leaders des autres partis à la Chambre, un programme éventuel de travaux jusqu'à la mi-été, mettons.

### L'ÉNERGIE

#### LE COLUMBIA—LA SOUMISSION DE L'AUTORITÉ PROVINCIALE À LA DÉCLARATION DES DROITS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Justice une question d'une certaine urgence. Ce renseignement m'a été demandé

[L'hon. M. Teillet.]

par les employés qui travaillent à la réalisation des entreprises du traité du Columbia, et qui désirent connaître leur position.

Vu les ententes conclues entre le gouvernement du Canada et celui de la Colombie-Britannique à l'égard du traité du Columbia et du protocole, le ministre peut-il dire à la Chambre si ces accords obligent d'une façon explicite ou implicite, le gouvernement de la Colombie-Britannique à faire observer par la *British Columbia Power and Hydro Authority* les articles de la Déclaration canadienne des droits dans ses rapports avec les employés et autres personnes?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Comme le député demande une interprétation ou opinion juridique, sa question est irrecevable.

#### LE COLUMBIA—LES VERSEMENTS DES ÉTATS-UNIS ET LES DÉBOURSÉS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques):** Puisque j'ai déjà la parole, monsieur l'Orateur permettez-moi de répondre au député de Kootenay-Ouest. Il a été très sage aujourd'hui et il n'a pas encore eu de réponses.

Récemment le député de Kootenay-Ouest m'a demandé une comparaison entre les versements des États-Unis—il a parlé de contributions, mais il s'agit de versements—pour payer le coût des projets du Columbia au Canada, et ceux de la Colombie-Britannique. Ces renseignements étaient alors confidentiels. Cependant, toujours désireux de plaire au député de Kootenay-Ouest, j'ai obtenu du gouvernement de la Colombie-Britannique l'autorisation de rendre maintenant ces chiffres publics. On m'informe qu'au 31 mars, de cette année, le fonds du traité du Columbia, y compris les intérêts accrus, s'établissait à \$295,917,782. Les déboursés pour les projets visés par le traité de la Colombie-Britannique étaient à cette même date, y compris les frais d'intérêt, de \$97,914,505.

**M. Herridge:** Cela nous montre où nous allons.

#### LE RÉSEAU NATIONAL D'ÉLECTRICITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques):** Monsieur l'Orateur, qu'on me permette de donner certains renseignements à l'honorable député de Qu'Appelle en réponse à sa question du 10 mai au sujet du réseau national d'électricité.